

1986 : la mort de Malik Oussekinge

En novembre 1986 déjà... La comparaison est tentante. Des milliers de jeunes dans les rues de Paris, un ministre de l'éducation débordé, un premier ministre absent du territoire national, un président de la République compréhensif à l'égard des manifestants... Et pourtant tout était différent.

La révolte étudiante avait alors un objectif précis, auquel il était facile, à condition de le vouloir, de répondre positivement : le retrait d'un projet de loi, celui mis au point par M. Alain Devaquet, ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, sur le fonctionnement des universités. Ce texte prévoyait l'amorce d'une sélection mais les étudiants avaient mis beaucoup de temps à mesurer l'importance de l'enjeu. Le projet avait été approuvé par le conseil des ministres du 11 juillet, adopté en première lecture par le Sénat le 30 octobre, Or, ce n'est qu'à la mi-novembre que la contestation avait commencé à naître dans les " facs " et déjà dans celles de la banlieue la plus déshéritée de Paris.

Commencée en douceur, la contestation fait rapidement tâche d'huile. Le 27 novembre deux cent mille jeunes défilent dans les rues de Paris et quatre cent mille dans les villes de province, le jour où l'Assemblée nationale doit commencer à débattre du projet Devaquet. Premier recul de la majorité d'alors : le texte est renvoyé en commission, le temps de préparer des modifications donnant satisfaction aux principales revendications étudiantes.

Trop peu, trop tard. Le gouvernement a mal apprécié la force du mouvement, déjà dirigé par une coordination, mais à l'intérieur de laquelle il n'a pas de relais, tant elle est tenue en mains par des étudiants socialistes, communistes ou d'extrême gauche. Les jeunes se savent soutenus par les socialistes et surtout par le sommet de l'Etat. Le président de la République, en visite le 22 novembre, à Auxerre, la ville dont le maire s'appelait déjà Jean-Pierre Soisson _ le jour même d'une manifestation organisée par la FEN et le PS sur le manque de moyens accordés par le gouvernement de Jacques Chirac à l'éducation, _ s'était plu à déclarer qu'il ne pouvait se sentir " déphasé " avec les manifestants car ce devait être " la priorité absolue, pour tout gouvernement (...) [de permettre] une école pour tous gratuite, de qualité... "

Une nouvelle manifestation a lieu le jeudi 4 décembre. Elle réunit près de cinq cent mille personnes. Elle dégénère sur l'esplanade des Invalides, les forces de l'ordre tentant d'empêcher étudiants et lycéens de s'y regrouper en attendant la sortie de leur délégation reçue par M. René Monory, ministre de l'éducation. Ni ce jour-là, ni un autre, des délégués des jeunes ne pénétreront à l'Élysée ou à Matignon. Le lendemain Jacques Chirac s'envole pour Londres participer à un sommet. C'est son ministre de l'éducation qui intervient, au nom du gouvernement tout entier, sur les trois chaînes de la télévision publique et annonce que les mesures les plus contestées du projet seront retirées. C'est encore trop tard. **A la fin d'une manifestation dans les rues du Quartier latin, le drame éclate, Malik Oussekinge meurt matraqué par des motards de la police.**

L'heure de la retraite a sonné. Jacques Chirac s'efforce de l'organiser en bon ordre. Le lundi 8 décembre au matin, il annonce que l'ensemble du projet de loi est retiré. Alain Devaquet démissionne, René Monory reste en place.

L'autre " cohabitant " souligne avec plaisir " l'étonnante maturité " des manifestants et assure qu'il est " sur la même longueur d'ondes " qu'eux. L'égérie de la contestation d'il y a quatre ans, Isabelle Thomas, est depuis chargée de mission à l'Élysée. Lundi elle était aux côtés du président de la République pour accueillir ses petits frères et soeurs.

Le Monde - le 15 novembre 1990